

D'abord les gens

Roberto Bissio
Secrétariat International de Social Watch

La déclaration de faillite de la banque d'investissements Lehman Brothers en septembre 2008 est perçue par beaucoup comme le moment du déclenchement dans le système bancaire d'une série de ralentissements qui se sont propagés comme un feu de forêt dans les bourses et sur les marchés financiers des économies les plus riches du monde. Le mot « crise » a été depuis lors au cœur de toutes les nouvelles et de tous les discours politiques. La Grande Dépression qui a secoué le monde au début des années 30 est fréquemment citée comme seul précédent connu et l'historien Eric Hobsbawm a comparé le krach de Wall Street à la chute du mur de Berlin. Suivant l'opinion de celui qui est considéré comme étant le plus grand historien du XXe siècle, « l'économie capitaliste de libre-échange dépourvue de toute espèce de restrictions ou de contrôles (...) qui a fasciné le monde et ses gouvernements depuis l'époque de Margaret Thatcher et du président Reagan (...) est en train de s'effondrer sous nos yeux » de la même façon que l'ont fait les économies planifiées centralement depuis l'état du modèle soviétique il y a 20 ans¹.

La tempête déchaînée ne s'est pas encore calmée et alors que les banques d'investissements étroitement liées au système politique des États-Unis, tels que la Goldman Sachs, ont déjà recommencé à faire des bénéfices et à récompenser leurs directeurs par des primes multimillionnaires en dollars, le chômage continue à augmenter dans la plupart des économies dites « avancées » et c'est seulement maintenant, un an après le cataclysme qui a secoué le cœur même des finances globales, que la vague du tsunami atteint les rives les plus éloignées. En Bolivie, par exemple, la coalition locale de Social Watch décrit dans sa contribution au rapport que « Le pays a vu passer un cycle de croissance globale mais a été incapable d'en tirer profit pour établir son propre rythme de développement. Maintenant que la crise globale s'aggrave, l'économie bolivienne a ressenti à peine les effets de cette croissance et la regarde déjà s'éloigner ».

Dans ce rapport de Social Watch se trouvent incluses les conclusions des organisations de la société civile dans plus de 60 pays. Il s'agit du premier rapport informel global effectué par les bases sur les impacts sociaux de la crise. Les agences de l'ONU et d'autres institutions ont fourni des estimations pré-

cieuses sur les millions d'emplois qui disparaîtront dans le monde entier, sur la pauvreté croissante et même sur la progression de la mortalité infantile imputables à l'incapacité des marchés à résoudre les problèmes qu'eux-mêmes ont créé (contrairement au credo généralisé jusqu'à l'année dernière). Mais ces estimations sont des inférences effectuées à partir d'agrégats globaux, et non pas le résultat de l'observation directe sur le terrain. L'accumulation des conclusions de pays riches et pauvres de tous les continents met en relief des similitudes frappantes ainsi qu'une variété de situations qui élargit le panorama dont on disposait jusqu'à présent et le révèle plus dramatique encore, et elle presse les décideurs de mettre en œuvre des politiques mettant les individus au premier plan. Il ne s'agit pas là seulement de justice sociale mais aussi d'une politique économique solide, comme il ressort de la brève description des rapports nationaux suivants.

Des victimes innocentes

Dans les finances capitalistes, comme au casino, plus les paris sont risqués plus les gains sont importants. Mais les paris risqués signifient aussi des pertes fréquentes. Selon cette logique, ce qui est scandaleux ce n'est pas la banqueroute de Lehman Brothers, mais la décision du président des États-Unis George W. Bush et de son Secrétaire au Trésor Hank Paulson de dépenser des milliards de dollars sur l'argent des contribuables pour sauver des banques et des compagnies d'assurances en faillite, comme la Goldman Sachs, dont Paulson était directeur exécutif avant de faire partie du Gouvernement. Lorsque Yayi Boni, président du Bénin, élu pour sa solide réputation de banquier, a eu vent de cette décision, il a remis publiquement en question l'origine des milliards de dollars des fonds de renflouement et a conclu que finalement ce sont les pauvres qui devront payer pour la crise. Le rapport de la Belgique coïncide : quand les actions des banques et des principales entreprises du pays se sont effondrées, le gouvernement est venu à la rescousse des banques et a apporté des garanties de dépôt. La crise ne fait qu'augmenter le chômage, tandis que le coût du renflouement bancaire se ressent dans l'augmentation sidérale de la dette publique, entraînant de graves répercussions pour la provision de la sécurité sociale. Au Bénin même, la vibrante coalition locale de Social Watch a découvert que, dans ses efforts pour relancer l'économie, l'État entre en concurrence avec les pauvres pour les rares matériaux de construction, et les organisations de base se mobilisent contre l'augmentation du coût de la vie.

De nombreux rapports nationaux de Social Watch apportent des données sur la façon dont les femmes ont tendance à subir tout particulièrement les effets de la crise. Selon les termes de la coalition polonaise, « la baisse des revenus familiaux » a une

répercussion plus significative « chez les femmes, ce sont elles qui, par tradition, ont la plus grosse responsabilité quant au bien-être familial (ceci est vrai en particulier dans les groupes aux revenus les plus faibles (...)) la crise amplifie le secteur « gris » (informel) de l'économie polonaise à mesure que de nombreux chefs d'entreprise, en particulier les petits, tentent de minimiser les coûts salariaux et évitent la fiscalité et autres coûts liés au travail légal. (...) le développement de l'économie grise affecte davantage les femmes que les hommes, ce sont elles qui sont embauchées pour les emplois faiblement rémunérateurs, en particulier dans le secteur des services privés (par exemple la vente au détail) ».

En France, la crise mondiale a eu un impact direct sur la population, comme dans tous les pays développés – car c'est là que la crise a commencé. Les effets les plus visibles sont l'augmentation du chômage et l'exclusion sociale, « voire les problèmes d'alimentation touchant les secteurs de la société qui jouissait, il n'y a pas longtemps, d'une situation aisée » selon le rapport français de Social Watch. De même, la stratégie de gestion de la crise du Gouvernement allemand ne comprend pas d'objectifs sociaux ou même écologiques. Ses séries de programmes de relance et de réduction d'impôts sont socialement injustes; les licenciements et le nombre croissant de travailleurs à mi-temps dévoilent le mauvais côté de la dérégulation. La pauvreté devient « massive » tant en Europe orientale qu'en Europe occidentale, informent les coalitions de Social Watch du Portugal et de Moldavie.

Dans la République tchèque, « la crise économique mondiale, qui commence maintenant à toucher le pays, est en train de diminuer encore plus le niveau de vie » à cause notamment de la hausse du chômage. La coalition tchèque de Social Watch remet en question le chiffre officiel de chômage, parce qu'il omet les 178.000 personnes considérées comme chercheuses d'emploi non actives; si l'on ajoutait ce groupe, le taux de chômage serait supérieur à 50 %. Les travailleurs étrangers, spécialement les asiatiques, sont ceux qui pâtissent le plus de la crise dans la République tchèque, mais les coalitions de Social Watch à Malte, en Slovaquie et à Chypre dénoncent elles aussi les difficultés croissantes vis-à-vis des étrangers ainsi que des cas de xénophobie.

À l'autre extrémité, depuis les Philippines, le Maroc, le Mexique, le Nicaragua et bien d'autres coins du monde parviennent des informations sur les difficultés provenant de la diminution des devises envoyées par les travailleurs à l'étranger. Dans le cas de l'Égypte « la diminution des envois de fonds de l'étranger et le retour des expatriés menacent un marché du travail incapable pour l'instant de les intégrer ». Au Salvador, « plus de 300.000 familles sont réceptrices d'argent depuis l'étranger, 26,7 % de la population ayant à charge des frais d'alimentation,

1 Voir: "Socialism has failed. Now capitalism is bankrupt. So what comes next?" [Le socialisme a échoué. Aujourd'hui, c'est le capitalisme qui est en banqueroute. Quoi d'autre après ?] par Eric Hobsbawm in *The Guardian*, 10 avril 2009. Disponible sur le site <www.guardian.co.uk>.

de vêtements et de services de base ». Les flux de devises n'ont presque pas augmenté en 2008 et on estime qu'ils commenceront à diminuer en 2009.

La vitesse à laquelle les pays sont affectés par le tsunami de la crise n'est pas en rapport avec leur distance physique de Wall Street, bien entendu, mais avec la façon dont leur économie est liée aux économies de l'épicentre. Par exemple, au Mozambique, qui est un des pays les plus pauvres du monde, la Banque internationale du Mozambique (Millennium Bim) a publié un rapport dans lequel elle prévoit un ralentissement de l'économie nationale lié au fait que les pays donateurs qui financent plus de la moitié du budget national, ainsi que ceux qui effectuent des investissements étrangers directs, auront une croissance économique négative. Social Watch Mozambique signale la chute des prix de l'aluminium, du tabac, du sucre, du thé, des châtaignes et des crevettes. Les recettes des exportations s'en ressentiront, ce qui entraînera à son tour un affaiblissement des activités encourageant la relance économique et la diminution de la promotion du tourisme. La Tanzanie, dont 42 % du budget est financé par l'Aide, se trouve dans une situation analogue. Le rapport français de Social Watch montre que, en raison de la crise et de l'incapacité du pays à créer de nouvelles ressources pour l'Aide Officielle au Développement, cette aide a été rigoureusement réduite, de sorte que la France ne tiendra pas ses engagements dans ce domaine. Par contre, l'Espagne a réaffirmé son engagement de canaliser 0,7 % de son revenu national vers l'AOD pour 2012. Mais même si tous les pays donateurs tenaient leurs engagements, les objectifs s'expriment en pourcentages de l'économie et, par conséquent, les budgets de l'AOD auront tendance à diminuer en période de récession.

Dans les pays en développement, plus le lien avec l'économie globalisée est fort, plus grand est l'impact et plus il est rapide. Par exemple, l'impact a été immédiat au Mexique et au Chili, deux pays latino-américains étroitement liés à l'économie des États-Unis au travers d'accords de libre-échange et d'investissements. Le prix du cuivre, exportation principale du Chili, a culminé à plus de 4 USD la livre au milieu de l'année 2008, mais a chuté à 1,4 USD en fin d'année. Cependant, l'impact le plus notable de la crise, selon le rapport chilien de Social Watch, a été la chute subie par les fonds de pension, dont les ressources sont placées en actifs financiers au Chili et à l'étranger. Fin 2008, la valeur des épargnes prévisionnelles a essuyé une perte de 27 milliards d'USD, plus de 26 % des fonds totaux. De ce fait, le Chili est le pays latino-américain où s'est produite la plus grande perte de richesse des ménages. Malgré les nombreuses protestations des victimes, celles-ci n'ont pas eu la même chance que les actionnaires des grandes banques mondiales, personne n'est venu les secourir et rien n'a été entrepris pour les dédommager.

La chute des prix des matières premières a étendu la crise à beaucoup de pays. En Ouganda la coalition locale de Social Watch estime que la crise pourrait annuler les récents progrès sociaux et rendre impossible l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement. La Zambie ressent encore plus cruellement que le Chili la chute des prix du cuivre, dont le pays est très dépendant. La contribution zambienne au rapport de Social Watch souligne avec raison que « contrairement aux États-Unis et à d'autres pays qui ont fait face à la débâcle de l'économie en destinant de nouveaux fonds aux banques et aux principales industries en faillite afin de garantir leur survie, le président Rupiah Banda n'a aucune ressource à distribuer ».

Le rapport du Ghana commente le même problème : « la question fondamentale pour les citoyens est de décider si le pays doit se reposer sur l'aide de la communauté internationale pour lutter contre la chute de l'économie, ou s'il doit introduire des mesures fiscales et monétaires fortes ».

Comme l'écrit l'expert financier brésilien Fernando Cardim dans son analyse élaborée pour le rapport de Social Watch local : « en augmentant ainsi les recettes publiques. (...) c'est précisément ce que le président Obama tente de faire aux États-Unis. C'est aussi ce que Dominique Strauss-Kahn, Directeur du Fonds Monétaire International (FMI) a défendu à plusieurs reprises depuis 2007 ». Cependant, le Fonds lui-même s'est résisté à adopter ce point de vue, ainsi que le démontrent les conditions imposées aux pays de l'Europe centrale secourus par le FMI.

Dans le cas de la Roumanie, le rapport national de Social Watch remarque que « le prêt du FMI semble avoir été contracté sous des pressions externes, principalement pour sauver les intérêts des compagnies étrangères basées en Roumanie. Il ne servira pas à rembourser la dette externe du pays mais à couvrir les dettes des succursales locales des banques étrangères. On utilisera donc des fonds publics pour réparer les dégâts occasionnés par le capital privé ».

Au lieu de réagir aux besoins locaux, le FMI est allé en Roumanie à la suite des « réclamations désespérées du Gouvernement autrichien pour que le FMI et l'Union Européenne interviennent et sauvent leurs banques en Europe de l'est ». Les banques autrichiennes avaient prêté à la région une somme équivalente à 70 % du PIB de l'Autriche. Toutefois, « le remboursement d'un prêt représentant 40 % du budget annuel de la Roumanie ne sera possible dans les prochaines années qu'en diminuant le niveau de vie de la population ».

En Hongrie, un renflouement du FMI s'est avéré nécessaire pour éviter l'effondrement total de l'économie et cela a conduit à une dévaluation, à des augmentations d'impôt et à d'autres mesures impopulaires et procycliques, telle que la réduction

des coûts. Le premier ministre Ferenc Gyucsany a été obligé de présenter sa démission en mars 2009. Le nouveau gouvernement envisage de réduire les retraites, les bonifications du secteur public et les allocations de maternité, d'hypothéquer l'énergie et les allocations de transport, et d'élever l'âge de la retraite.

De même, en Serbie la pression du FMI pour réduire le déficit de l'État a poussé le Gouvernement à annoncer en mars 2009 « l'incorporation d'un salaire provisoire "solidaire" ainsi que d'un impôt de 6 % sur les retraites supérieures à 170 USD. (...) Cependant, la mesure – provenant de la pression du FMI pour diminuer le déficit public – a entraîné un mécontentement chez les travailleurs et les retraités, et les syndicats ont annoncé des manifestations. Ceux-ci ont affirmé que l'impôt de *solidarité* frapperait les plus pauvres, entraînerait une réduction des salaires, une augmentation du chômage et du secteur informel, tandis que les riches ne seraient pas affectés. Du jour au lendemain, le Gouvernement a révoqué la totalité du plan d'épargne. ». Selon la coalition serbe de Social Watch, le Gouvernement « se trouvait coincé entre la crainte des troubles sociaux et la pression du FMI; les semaines suivantes ont été marquées par des opinions discordantes des hommes politiques qui, l'après-midi annonçaient de nouveaux ensembles de mesures d'épargne et les révoquaient le lendemain matin ». Le menu des nouvelles idées proposait de réduire le nombre de ministres, d'augmenter les impôts sur le patrimoine, d'introduire un impôt sur les factures de téléphonie mobile, sur l'achat de voitures neuves et de voitures de luxe, d'interdire l'embauche de nouveaux employés dans le secteur public, de limiter les voyages d'affaires à l'étranger et de réduire les heures de travail. Or, les Watchers serbes soulignaient que, si la Loi, récemment adoptée, de Confiscation des Biens Frauduleusement Acquis était appliquée efficacement, « l'État pourrait obtenir un recouvrement de 2.640 millions d'USD en un an, ce qui correspond exactement au montant que la Serbie demande au FMI ».

En Bulgarie, les ONG et les syndicats contestent l'idée que la réduction des coûts sociaux soit acceptable en temps de crise. « Une autre réduction pourrait ruiner la paix sociale » du pays, avertit la coalition nationale de Social Watch. Bien que les experts des ONG soutiennent l'augmentation du pourcentage de l'investissement destiné à l'infrastructure du transport, ils critiquent sévèrement le Gouvernement de ne pas avoir utilisé les fonds structurels de l'Union européenne assignés à la Bulgarie les deux premières années de son entrée comme membre de plein droit. « Fin 2008, seulement 0,6 % des 2,2 milliards d'EUR avait été dépensé. Le manque de capacité financière, une bureaucratie excessive et des procédures peu transparentes ont empêché les fonds d'arriver jusqu'à leurs destinataires ».

Le ralentissement peut être dramatique

Au commencement de la crise financière, certains économistes ont avancé l'hypothèse de la « déconnexion », selon laquelle les économies émergentes ne seraient pratiquement pas touchées par la crise financière mondiale grâce à leurs réserves substantielles de devises, à la stabilité des bilans des entreprises et à l'assainissement relatif des secteurs bancaires. Pourtant elles ont ressenti l'impact de la même façon. Selon Social Watch Inde, « il est clair que les pronostics initiaux du Gouvernement sur l'immunité du pays face à la crise ont péché de prévoyance » et la croissance s'est fortement ralentie – passant d'un solide 9,3 % en 2007 à 7,3 % en 2008. Pour 2009 le FMI prévoit une croissance de 4,5 %. Des chutes analogues se sont produites au Vietnam, au Pérou et au Cambodge, qui sont passés d'un pourcentage de croissance à deux chiffres à celui de 5 %.

Une croissance de 5% peut rendre jaloux les ministres des Finances des pays de l'OCDE, puisque la plupart cherchent à sortir de la croissance négative (c'est-à-dire de la récession), mais il ne faudrait pas en ignorer l'origine. La croissance annuelle de 5% dans les pays de bas revenus signifie une hausse de moins de dix centimes par jour pour une personne ordinaire. Mais ces quelques centimes supposent une différence énorme si l'on est pauvre. D'après l'exemple présenté par Social Watch Cambodge, la réduction de moitié du taux de croissance signifie que « les personnes qui habitent autour du Tonle Sap, le plus grand lac du pays, sont spécialement vulnérables parce qu'elles s'étaient déjà endettées pour arriver à joindre les deux bouts. En 2008 ils ont dû vendre leurs actifs de production et retirer les enfants de l'école pour les faire travailler ».

Crise permanente

Le mot « crise » fait référence à un moment décisif, à une époque instable, mais pour beaucoup de coalitions de Social Watch qui ont remis leur rapport national, la crise que subissent leurs pays remonte à plusieurs décennies et elle a commencé avant l'effondrement des marchés financiers. En République Centrafricaine, la pauvreté augmente au lieu de diminuer depuis 1990, de même que l'instabilité politique et la violence à laquelle ne peut que nuire une économie déjà faible en soi.

L'Erythrée « était déjà plongée dans un profond chaos économique, social et politique bien avant que la crise mondiale ne s'accroisse, alors qu'au Nigéria la plupart des habitants « ont vécu pendant longtemps dans une situation d'effondrement économique. La corruption est généralisée, il y a pénurie d'électricité dans tout le pays, l'éducation et la santé se trouvent dans des conditions déplorables et la lutte armée pour le contrôle des ressources pétrolières est toujours intense ».

Au Yémen, le rapport de Social Watch local voit dans l'absence de droits l'origine des crises successives depuis 1990, avec 42 % de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté et une situation pire encore pour les femmes. En Birmanie on vit une « crise perpétuelle, qu'elle soit économique, politique, alimentaire ou environnementale », avec un Gouvernement qui s'est montré incapable d'apporter de l'aide à ses concitoyens après le cyclone mais qui dépense presque la moitié de son budget dans l'armée.

Au Népal on s'attend à ce que la crise arrive d'ici peu et que ses effets s'ajoutent à « d'autres crises, liées à l'environnement, à l'alimentation, à l'énergie, aux finances et à la politique qui frappent la société depuis un long moment déjà ».

Au Bangladesh, le cyclone Sidr, en plus de deux inondations consécutives, montre l'extrême vulnérabilité des millions de personnes menacées par le changement climatique. Un manque total d'autorité gouvernementale est à la base des problèmes de la Somalie, cependant que l'occupation étrangère est le souci principal en Palestine. Social Watch Iraq, offrant aussi son apport provenant d'une situation de conflit critique, a décidé cette année de faire porter son analyse sur la situation des femmes. Ses conclusions, cependant, ont une valeur universelle : l'autonomisation de la femme requiert l'existence « d'une culture de l'égalité des chances ».

Polarisation

En mars 2009, au beau milieu de la crise et du débat politique en Serbie sur la façon de réduire les coûts, se tenait à Belgrade le Salon de l'Automobile. Tous les modèles les plus chers se sont vendus le premier jour pour une somme totale dépassant 2,6 millions d'USD !

La crise a exacerbé la polarisation un peu partout. Le rapport de Social Watch de Bahreïn affirme que « la quantité de milliardaires augmente, la classe moyenne se rétrécit et les couches populaires s'appauvrissent ». La sensation d'injustice, davantage que la pauvreté absolue, a mené à des confrontations et des tensions « entre les groupes appauvris et les forces de l'ordre », particulièrement dans les villages. A la suite de quoi, « la Banque Mondiale a descendu Bahreïn de son rang dans le classement de stabilité politique ».

Au Vietnam, souvent cité comme étant un modèle exemplaire de développement qui a sorti de la misère des millions de personnes, « la consommation de 20 % des personnes les plus riches de la population représente 43,3 % des dépenses totales du pays, tandis que les 80 % restants sont plus modestes dans leurs dépenses ».

Une polarisation analogue est décrite dans le rapport de Social Watch du Honduras, où la confrontation entre riches et pauvres est clairement à l'origine du coup d'état qui a destitué le président

Manuel Zelaya en juin 2009, ravivant une pratique de « changement de régime » que l'Amérique Latine semblait avoir abandonnée en faveur de méthodes démocratiques depuis deux décennies.

Au Costa Rica, pays voisin qui pendant longtemps a été une oasis de paix et de stabilité constitutionnelle en Amérique centrale, les Watchers locaux préviennent que si les défis de la crise ne sont pas relevés « sur les bases du dialogue social (...) la persistance des solutions traditionnelles (assistentialisme et diminution des dépenses publiques, et diminution des droits) se traduira certainement par une plus grande inégalité et pauvreté, et par le risque, que nous avons déjà souligné, de transformer la pauvreté conjoncturelle en raison de perte de revenus, en pauvreté structurelle, ainsi que par une augmentation de la violence contre les femmes, les enfants et les personnes âgées ».

Le jeu de l'autruche

Selon les Watchers kenyans, « au Kenya le Gouvernement refuse de voir la réalité et fait l'autruche qui se met la tête dans le sable. L'élite gouvernante affirme que la crise est circonstancielle et que l'économie nationale est suffisamment protégée en raison de la faiblesse de ses liens avec le capital international ».

De nombreux pays vivent des situations analogues. En Moldavie, Social Watch signale qu'avant les élections d'avril 2009 le Gouvernement avait nié farouchement que la crise puisse affecter le pays et qu'il avait essayé de maintenir artificiellement la situation économique. La Banque Mondiale n'a pas été si optimiste et a inclus la Moldavie parmi les pays en développement les plus vulnérables. Après les élections, cependant, le président Voronin a déclaré, lors d'une réunion avec des entrepreneurs, des membres du gouvernement intérimaire, des parlementaires et des politiques, que « la crise est un incendie, une catastrophe. Les fonctionnaires du gouvernement ont expliqué que l'importance de la crise avant les élections avait été minimisée dans le but d'éviter la panique ».

Dans d'autres situations, non seulement les hommes politiques en fonction ont minimisé l'importance de la crise, mais certains leaders d'organisations sociales en ont aussi fait leur stratégie, craignant que la peur d'une catastrophe puisse mener les fonctionnaires décideurs à accepter des demandes opportunistes des privilégiés. Social Watch Bolivie rapporte que les entrepreneurs boliviens s'inscrivent dans cette tendance: la réaction de l'entrepreneuriat est connu pour encourager des « négociations inégales » qui font peser tout le poids de la crise sur le dos des travailleurs et qui ont pour but de réduire leurs bénéfices et leurs salaires et d'augmenter le nombre des licenciements.

En Slovaquie, les Watchers locaux dénoncent aussi des employeurs qui abusent de la peur de la

« Trois millions de personnes à New York sont exposées à l'insécurité alimentaire et depuis le début de la crise financière en 2008 la consommation d'aliments bon marché et insalubres augmente. Dans de nombreux quartiers de Brooklyn et du Bronx peu de magasins ont des aliments frais. Une solution à ce problème c'est l'agriculture soutenue par la communauté, qui met en contact direct les consommateurs et les fermes familiales productrices d'aliments organiques, donnant ainsi aux habitants des villes l'accès aux aliments sains ».

Nadia Johnson (*WEDO et Just Food, New York*)

crise et restreignent les droits des travailleurs. Au Guatemala, seul un groupe d'importateurs a pu bénéficier des mécanismes destinés à pallier la crise, tels que les quotas d'importation au tarif douanier zéro, pas les consommateurs.

Au Paraguay, la coalition locale de Social Watch informe que les premiers secteurs à exiger davantage d'appui « ont été ceux ayant bénéficié jusqu'à présent des politiques néolibérales et d'intégration des marchés : les agro-exportateurs, les industriels, les importateurs, les publicitaires ». Les producteurs de soja, par exemple, prétendent non seulement que le gouvernement essuie leurs « pertes mais également qu'il conserve le même niveau d'activité et de profits par le biais de la subvention publique ». Ils ont obtenu des gains extraordinaires le cycle précédent, grâce en partie à la spéculation sur le marché à terme de produits marchands agricoles associée à la promotion de biocarburants dans beaucoup de pays.

En Pologne la population « pense que les banques manipulent le taux de change au détriment des clients. A l'heure actuelle, la différence entre les valeurs d'achat et de vente peut atteindre 12 % ; et pas même l'Agence de la Concurrence et de la Protection des Consommateurs ne peut imposer de restrictions sur le taux de change. Des groupes de consommateurs se réunissent via Internet afin de se procurer des devises étrangères en grosses quantités dans l'espoir de négocier le montant du *spread* et même parfois de renégocier les conditions de leurs contrats de crédit ».

Après avoir assisté à un séminaire organisé par la Red del Tercer Mundo (Réseau du Tiers Monde) sur les réponses asiatiques à la crise, la coordinatrice du plaidoyer de Social Watch Natalia Cardona a écrit qu'il semble exister « une atmosphère de défensive parmi les gouvernements de la région. Face au changement du système financier international, au lieu de prendre une orientation énergique et nouvelle, ils font confiance aux vieilles politiques pour résoudre les nouveaux et graves problèmes économiques ».

Social Watch Argentine trouve que son gouvernement est également mal préparé devant l'ampleur des défis lancés par la crise, et la coalition brésilienne

pense que ses dirigeants confondent « l'incapacité d'agir avec la prudence financière et fiscale ». En temps de récession, « les revenus fiscaux se réduisent, et parallèlement les dépenses de la sécurité sociale augmentent. En conséquence, le déficit fiscal s'accroît, justement en raison de l'inaction des gouvernements, qui n'ont pas eu assez d'audace pour agir contre la réduction de l'économie. Il est paradoxal qu'en essayant de se montrer prudents, les pays se placent dans une situation fiscale pire encore de ce qu'elle serait si leurs gouvernements avaient agi avec décision pour soutenir la demande ».

Soutien aux privilégiés

De plus, les tentatives pour relancer l'économie ne sont pas toutes pertinentes ni justes. Les Watchers canadiens pensent que le « plan de relance économique à court terme [du gouvernement] pour répondre aux besoins des milliers de citoyens qui supportent les pires effets de la crise » est insuffisant. « Les emplois créés grâce à l'investissement public sont destinés aux hommes alors que les femmes se contentent des emplois précaires ou à temps partiel et sont fréquemment les premières à être licenciées ».

On retrouve pratiquement les mêmes mots dans le rapport de Social Watch thaïlandais : « La remise unique de 2.000 THB (57 USD) en espèces aux employés publics et privés dont le revenu mensuel est inférieur à 14.000 THB (397 USD) a été l'une des mesures les plus polémiques. Les bénéficiaires de la mesure eux-mêmes l'ont critiquée en la qualifiant de populisme éhonté, sans la considérer comme une relance significative. Par exemple, la plus grande partie des travailleurs qui se trouvent dans cette catégorie appartient au secteur informel et n'a donc pas le droit de toucher cette somme. Ceci pose le problème de la discrimination de genre puisque ce sont les femmes qui composent la majeure partie du secteur des travailleurs informels ».

Pendant que les économies occidentales injectent de nouveaux fonds de soutien massifs dans leurs institutions financières, et dans certains cas nationalisent à nouveau leurs banques, le parlement kényan légifère sur la privatisation des rares actifs sociaux stratégiques qui subsistent afin de fournir

à titre exceptionnel une injection de revenus au gouvernement, dénonce la coalition kényane de Social Watch. Parmi les organisations faisant partie de la liste des privatisations se trouvent : la Compagnie de Génération d'Électricité du Kenya (KGEN), la Kenya Pipeline Company, les entreprises sucrières de l'État, des hôtels, des banques et autres.

Au Liban, aussi bien le premier ministre que le ministre des Finances ont admis les impacts négatifs que l'on attendait de la crise mondiale et la nécessité de protéger l'économie nationale. Cependant, l'analyse de Social Watch local conclut que les mesures appliquées accélèrent les démarches nécessaires pour que le pays adhère à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ce qui se traduirait par la libéralisation des services et des secteurs productifs de l'économie.

De la même manière, en Thaïlande « pour compléter son plan de relance de l'économie, le Gouvernement travaille aussi sur une importante restructuration de la régulation des marchés financiers. Cependant, contrairement à beaucoup de pays qui ont établi plus de garanties pour protéger les consommateurs et leurs économies, la Thaïlande marche vers une forte dérégulation et libéralisation du marché des capitaux pour augmenter son rôle dans le développement de l'économie. ». Les Watchers thaïlandais craignent que « cette initiative, dont nombre de personnes qui ont participé à la crise de 1997 recherchant exclusivement des profits à court terme sont à l'origine, ouvre la voie à une nouvelle crise à peine le pays remis sur pied ».

Les Watchers de Malaisie informent que le pays, dont la croissance économique dépend en grande partie de ses exportations et qui importe la plupart de ses denrées alimentaires, « devra se préparer pour affronter des années de difficultés économiques. Il existe une forte chute de la production industrielle, le chômage est au plus haut et les analystes prévoient que la récession pourrait être pire que celle de 1997. Le Gouvernement a été critiqué parce qu'il a réagi tardivement et qu'il s'est consacré au sauvetage des entreprises. Les organisations de la société civile manifestent et font des débats publics pour conscientiser le public sur les répercussions négatives de cette crise, spécialement par rapport aux secteurs vulnérables de la société ».

C'est tout le contraire qui se passe au Venezuela, où la réduction de la misère est un objectif essentiel du gouvernement qui dépense de grandes sommes d'argent à cette fin ; les politiques ne sont cependant pas aussi transparentes que le souhaiteraient les Watchers locaux.

L'Algérie, d'un autre côté, semble avoir tiré des leçons de la crise. En septembre 2008 Sid Saïd, dirigeant de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, a annoncé que le Gouvernement se rétractait de sa politique du « tout est susceptible d'être privatisé ».

Le rapport de Social Watch local estime qu'environ 220 entreprises publiques, « en attente de privatisation après la mise en application des mesures réglementaires ont finalement été effacées de la liste de sociétés destinées à la vente ». De plus, le Gouvernement « a demandé à un groupe de travail interministériel de prendre en charge la supervision et le suivi de l'industrie des finances et de la promotion des investissements dans des petites et moyennes entreprises ».

Investir dans les gens

De nombreux citoyens du monde entier peuvent partager la conclusion des Watchers péruviens: « en temps de prospérité, on demande aux travailleurs d'attendre patiemment les bénéfices de la croissance, alors que, pendant la crise ils n'ont qu'à se serrer la ceinture ». Mais ce n'est pas juste et, d'après ce que pensent à présent les experts, cela ne marche même pas. Les séries de programmes de relance reposant sur les réductions d'impôts appliquées aux riches et sur la subvention des grandes banques et des corporations n'ont pas produit les effets escomptés. En prévision d'une récession prolongée, les riches et les classes moyennes tendent à épargner tout argent supplémentaire au lieu de le dépenser, alors que les banques, au lieu de prêter l'argent de la relance, l'utilisent pour reconstruire leurs actifs.

Mais quand les fonds sont canalisés vers les pauvres, ils sont immédiatement dépensés. Non pas qu'ils aient davantage conscience du rôle qu'ils jouent dans la récupération de l'économie globale, mais simplement parce qu'ils n'ont pas le choix.

Partout dans le monde, les organisations de la société civile exigent des choses similaires, chacune à leur façon. Au Maroc, comme le rapporte la coalition de Social Watch locale, « diverses actions collectives ont été amorcées, notamment des grèves sectorielles (éducation, santé, collectivités locales, etc.), ainsi qu'une grève générale. Parmi d'autres mouvements sociaux particulièrement dynamiques, il faut mentionner les diverses luttes promues par les Associations coordonnées contre l'augmentation du coût de la vie, ainsi que par les Associations nationales de professionnels au chômage. Plusieurs stratégies d'action collective ont été déployées : grèves des bras croisés, manifestations populaires spontanées, journées de mobilisation nationale contre la pauvreté, etc. Les revendications

concernent le blocage de l'augmentation des prix, le maintien de la Caisse des Compensations, la mise en place de l'échelle mobile des salaires, la rénovation des services publics et la fin des privatisations des contrôles de distribution d'eau et d'électricité, le droit à travailler dans le secteur public ».

Aux États-Unis, là où la crise a commencé, et où le nombre de chômeurs est monté à 13,1 millions (5,6 millions de plus qu'au début de la récession), le Parti Républicain a été « pénalisé » par l'électorat, qui a élu Barack Obama et sa plateforme d'espoirs et de changements. Maintenant, selon le rapport des Watchers des États-Unis, « les mouvements pour les Droits de l'Homme, les emplois écologiques, le commerce équitable, les soins de santé et le logement, présentent des propositions et exigent des changements réels et structurels. Les États-Unis ne peuvent pas laisser passer l'occasion d'effectuer un réel changement ».

Au Ghana, Social Watch exige que, pour « impulser l'agriculture et contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et au bien-être général de la population, les agriculteurs ont besoin d'un soutien pour investir en produits agricoles, en fertilisants, en formation et accès aux marchés ». Une demande analogue provient du Sénégal, le pays d'Afrique occidentale qui dépend le plus de l'importation des denrées alimentaires, où la société civile « préconise un retour à l'agriculture traditionnelle, correctement encouragée et soutenue par l'État ».

« Cette stimulation devrait être une augmentation réelle des salaires », c'est en résumé ce que Social Watch propose en Bulgarie. Et aux Philippines définitivement, la création d'un « ensemble de mesures de relance mais, à la différence de ce qui a été proposé par le gouvernement, il devrait être basé sur une stratégie nationale claire, soumise au droit, en faveur des pauvres et durable, et destinée à renforcer la demande nationale surtout dans le climat économique actuel, hostile aux exportations. Il faudrait donner la priorité à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois tout en renforçant les entreprises locales afin que les travailleurs et travailleuses puissent en bénéficier, ainsi qu'à l'investissement dans des projets d'infrastructures écologiques et en faveur des pauvres (par exemple, la construction d'un réseau de système d'irrigation, l'électrification de villages isolés et le développement d'une énergie propre), ainsi que le développement de la sécurité

sociale et économique des pauvres et des chômeurs (...) Il faut finalement penser sérieusement à la renégociation de la dette publique de sorte qu'une grande partie des revenus du pays soit destinée à couvrir les besoins élémentaires et de première nécessité des personnes au lieu d'être affectée à la dette ».

En Thaïlande, Social Watch a agi en faveur d'une large alliance similaire à celle qui a conduit à la « Constitution Populaire » de 1997, après la crise financière du sud-est asiatique.

Au Pérou, les Watchers mettent l'accent sur le fait que « pour affronter les conséquences nocives de la crise, il est donc indispensable de renforcer la demande interne, c'est-à-dire augmenter la consommation des travailleurs et protéger la production nationale, ainsi que d'annuler les Traités de Libre Commerce (TLC) qui se soldent par une ouverture inutile du marché péruvien alors que les marchés internationaux sont en pleine contraction ». La coalition mexicaine de Social Watch demande également une révision de l'Accord de libre-échange: le Mouvement pour la souveraineté alimentaire et énergétique, pour les droits humains des travailleurs et les libertés démocratiques – dans une lettre du 16 avril 2009 adressée à Barack Obama – propose d'engager « le dialogue au plus haut niveau pour aborder les questions incluses dans l'agenda visant à renégocier de manière urgente les termes du TLCAN et sauvegarder les droits du travail, sociaux et humains des citoyens de notre région. Il s'agirait de créer un Fonds de Compensation Asymétrique pour l'Amérique du Nord, de négocier un accord binational sur la question migratoire et de signer un accord pour encourager le Traité pour le développement économique et social de l'Amérique du Nord ».

Les Watchers italiens expliquent que « en réponse à la crise, les propriétaires de comptes bancaires en Italie font de plus en plus incursion dans le monde de la finance éthique. Le client qui soutient la finance éthique s'intéresse à la manière d'utiliser l'argent et au fait que sa banque ne fasse pas faillite. C'est ainsi que beaucoup de banques redoublent aujourd'hui leurs efforts pour améliorer leur image. Le retour à la mission originelle du système bancaire de soutenir l'économie réelle doit être un point de référence constant dans la recherche d'issues à la crise ». Leur conclusion est valable pour la planète entière : les mots-clés devraient être « lutter contre la pauvreté et redistribuer les ressources ». ■